

# Pages de Profils



L'emploi dans les établissements du secteur privé du Nord-Pas-de-Calais recule de 1,4% en 2008. La croissance observée en 2007 s'interrompt dès la fin du premier trimestre. Les pertes affectent toutes les activités du tertiaire et de l'industrie, mais cette dernière connaît une décroissance plus soutenue. Seule la construction fait exception. Ce retournement de tendance globale a affecté la quasi-totalité des zones d'emploi. Seules Valenciennes et Lille enregistrent une faible progression.

## **Emploi 2008 : Recul global de l'emploi salarié privé**

**Raymond Bénard**

**Insee - Service Statistique**



INSEE NORD-PAS-DE-CALAIS - 130 AVENUE DU PRÉSIDENT J.F. KENNEDY - 59034 LILLE CEDEX  
03 20 62 86 29 - 03 20 62 86 00

En 2008, l'emploi salarié dans les établissements du secteur privé du Nord-Pas-de-Calais a diminué de 1,4 %. Ainsi, plus de 12 200 postes de travail, y compris les intérimaires, ont été perdus dans la région. Après deux années de croissance consécutives, l'emploi salarié régional subit, comme dans toutes les régions, les effets de la crise économique qui s'est accentuée au cours du second semestre 2008. En effet, si l'emploi a continué à progresser légèrement au cours du premier trimestre, les trois trimestres suivants lui ont été très défavorables [Graphique](#). Ce mouvement est plus marqué dans le département du Pas-de-Calais, qui accuse une diminution de près de 2,8% de son emploi, que dans celui du Nord (-0,8%).

Après un cycle de progression ininterrompue, le secteur tertiaire est en recul. Si la construction s'est maintenue au cours des trois premiers trimestres, elle affiche des résultats à la baisse en fin d'année. Le commerce, quant à lui, enregistre un solde d'emplois négatif. Enfin, l'emploi industriel continue de décroître à un rythme soutenu, avec une accélération des pertes dans l'industrie des biens intermédiaires [Tableau 3](#).

## LE REcul DE L'INTÉRIM FAIT BASCULER LES SERVICES

L'emploi dans l'ensemble des services marchands est en recul de 1,0% en 2008. Il s'agit là d'un véritable renversement de tendance car depuis au moins sept ans, le secteur tertiaire parvenait à créer plus d'emplois qu'il n'en supprimait.

L'intérim contribue dans une large mesure à ce repli. Les emplois intérimaires ont, en effet, pâti les premiers des effets de l'incertitude économique grandissante. Dès le deuxième trimestre, ce secteur perdait des emplois. Les services opérationnels, parmi lesquels sont classés les emplois de l'intérim, fléchissent ainsi de 8% sur l'ensemble de l'année 2008, soit une perte de près de 8 000 emplois. De ce fait, les services aux entreprises enregistrent une baisse de 2,5%, et ceci malgré une croissance de près de 6% des emplois dans les activités de conseils et d'assistance.

Ce retournement conjoncturel a également été préjudiciable aux activités financières et immobilières. Longtemps pourvoyeurs d'emplois, ces deux secteurs suppriment désormais plus d'emplois qu'ils n'en créent. Il est à noter que cette situation s'est

aggravée tout au long de l'année notamment pour les activités de promotion, gestion immobilière et les auxiliaires financiers et d'assurance.

Quelques activités tertiaires enregistrent une évolution positive mais dans une proportion bien moindre que les années précédentes. Le transport ne progresse plus que de 0,4%, contre +3,3% l'an dernier. Les services aux particuliers demeurent le secteur le mieux orienté, avec un solde positif de ses emplois de 1,5%. Au sein de celui-ci, les services personnels et domestiques ainsi que les activités récréatives, culturelles et sportives sont les plus dynamiques.

## COMMERCE ET CONSTRUCTION NE SONT PAS ÉPARGNÉS

Pour la première fois, après une progression ininterrompue de cinq ans, la construction perd des effectifs au 4<sup>e</sup> trimestre 2008. Toutefois si le solde des emplois reste positif sur l'ensemble de l'année, la croissance du secteur de la construction est bien moindre, avec une hausse de seulement 0,9% contre +4,4% l'an dernier. Cet essoufflement concerne davantage le secteur du bâtiment que celui des travaux publics.

Les emplois du commerce sont en net recul avec une baisse annuelle de 1,0%. Si les résultats du 4<sup>e</sup> trimestre ont été mieux orientés, ils n'ont cependant pas permis d'inverser la tendance. Le commerce de détail et réparation, notamment, est l'activité qui pèse le plus sur la baisse de l'emploi commercial. Avec un recul de près de 1 400 postes, les pertes de ce secteur représentent, en effet, les trois quarts des emplois perdus dans le commerce. Par ailleurs, après une croissance de presque 3% en 2007, l'emploi dans les hôtels et restaurants diminue de 0,7%.

## L'EMPLOI INDUSTRIEL DÉCROÎT À UN RYTHME SOUTENU

Le secteur de l'industrie, qui perd des postes de travail depuis deux décennies, voit ses effectifs continuer de diminuer en 2008. Après une perte de 5 200 emplois en 2007, ce sont plus de 6 700 postes qui sont à nouveau perdus en 2008.

Parmi les secteurs industriels en recul, l'industrie des biens intermédiaires est la plus sévèrement touchée avec une chute de 5,9%, soit environ 5 900 postes, après une baisse

de 2,6% en 2007. Si toutes les branches des biens intermédiaires à l'exception des industries des composants électriques et électroniques enregistrent un repli de l'emploi par rapport à l'an dernier, le recul des secteurs les plus importants en nombre de salariés, c'est-à-dire ceux de la métallurgie et de la transformation des métaux et de la « chimie, caoutchouc, plastique », accentue cette évolution très défavorable.

Hors intérim, la diminution de l'emploi salarié dans l'industrie automobile ne s'est pas amplifiée en 2008, même si l'emploi enregistre un nouveau recul de 3,8%. Pour partie, cela tient au fait que les entreprises de ce secteur, après s'être séparées de leurs emplois intérimaires, ont davantage eu recours au chômage technique pour pallier les difficultés économiques rencontrées et limiter ainsi leur perte d'emplois.

Il en est de même pour l'industrie agroalimentaire et l'industrie des biens de consommation qui accusent des diminutions d'emplois d'un montant comparable aux autres années.

Si les baisses globales ne sont pas plus fortes, c'est que certains secteurs parviennent à tirer leur épingle du jeu en continuant de créer des emplois en 2008. C'est le cas de l'industrie pharmaceutique, avec une hausse de près de 11%, et surtout de l'industrie des biens d'équipement, à l'exception de l'industrie des biens mécaniques. Ainsi, la construction ferroviaire, aéronautique et navale voit augmenter ses emplois de 6,1% suite à d'importantes commandes de matériels ferroviaires obtenues aux cours des deux dernières années. L'industrie des équipements ou composants électriques et électroniques enregistrent également une progression de 5,1%.

## LA QUASI-TOTALITÉ DES ZONES PERDENT DES EMPLOIS

En 2008, seules deux zones sur les quinze que compte la région connaissent un léger accroissement de l'emploi salarié : le **Valenciennois** (+1,1%) et la zone de **Lille** (+0,7%) [Carte](#). Ces évolutions positives les classent avec **Flandre-Lys** (-0,4%) et le regroupement **Dunkerque-Calais** (-0,9%) dans le groupe des quatre zones dont l'évolution est supérieure à la moyenne régionale (-1,4%). La croissance positive de l'emploi dans les secteurs des services et de la

construction explique que pour chacune de ces zones l'évolution globale soit positive, voire faiblement orientée à la baisse. L'an dernier, la moyenne régionale se situait à +1,0% et neuf zones avait une croissance de l'emploi positive. De 2007 à 2008, l'amplitude de l'écart entre les évolutions extrêmes est passée de 5,2% à 7,9%, montrant ainsi que l'impact de la crise économique n'a pas été homogène sur l'ensemble du territoire régional  Tableaux 1 et 2.

Hormis la zone de **Saint-Omer**, dont le dynamisme des services et des commerces n'a cependant pas réussi à compenser la forte baisse de l'activité industrielle, toutes les autres zones enregistrent des pertes d'emploi, à la fois dans les services et l'industrie. Les zones les plus touchées sont principalement les vieilles terres industrielles : la **Sambre-Avesnois** (-6,8%), qui cumule de fortes baisses de ces deux activités (l'intérim enregistrant une baisse de 43% sur un an) et le **Douaisis** dont le recul des activités de services est le plus élevé de la région (-10,3%), l'intérim perdant dans cette dernière plus d'un emploi sur deux. Cependant, toutes deux enregistrent encore un certain dynamisme dans le secteur de la construction. Cette évolution par secteur se retrouve dans deux autres zones, celles de **Roubaix-Tourcoing** et de **Lens-Hénin**. Il est à noter que pour cette dernière zone le secteur des services, qui avait tiré fortement l'emploi en 2007, connaît en 2008 un très fort repli de -5%.

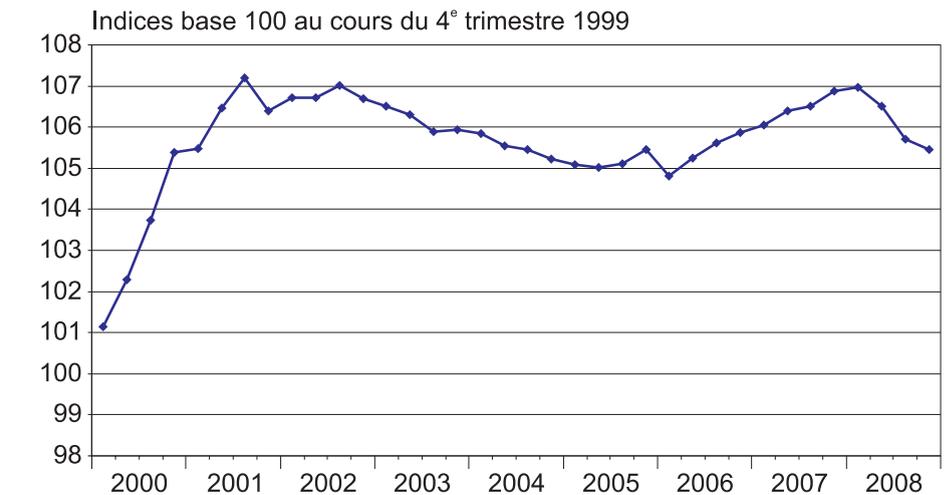
Enfin, pour les cinq dernières zones, **Artois-Ternois**, le **Cambrésis**, le **Boulonnais**, **Béthune-Bruay** et **Montreuil-Berck**, tous les secteurs sont orientés à la baisse.

Compte tenu de leur poids en emplois privés dans la région, les zones de **Lille** et de **Valenciennes** ont ainsi légèrement freiné la décroissance de l'emploi de la région en 2008. L'impact de la construction et des services y font plus que compenser le solde déficitaire des activités industrielles et commerciales. **Roubaix-Tourcoing**, le **Douaisis**, **Lens-Hénin** et la **Sambre-Avesnois**, par leur taille et le volume de leurs pertes d'emplois contribuent le plus à la décroissance régionale du nombre de salariés. Hormis la construction qui n'y croît que modestement, les autres activités accusent d'importants reculs en particulier dans les services aux entreprises, le commerce et l'industrie.

Dans ces zones, le non renouvellement des contrats intérimaires dans l'automobile et la construction a amplifié la décroissance des effectifs du secteur des services opérationnels. Une troisième catégorie, contribue faiblement à la baisse des effectifs. Elle comprend d'une part des zones dont le repli n'est dû principalement qu'au poids d'une seule activité, l'industrie pour **Saint-Omer**,

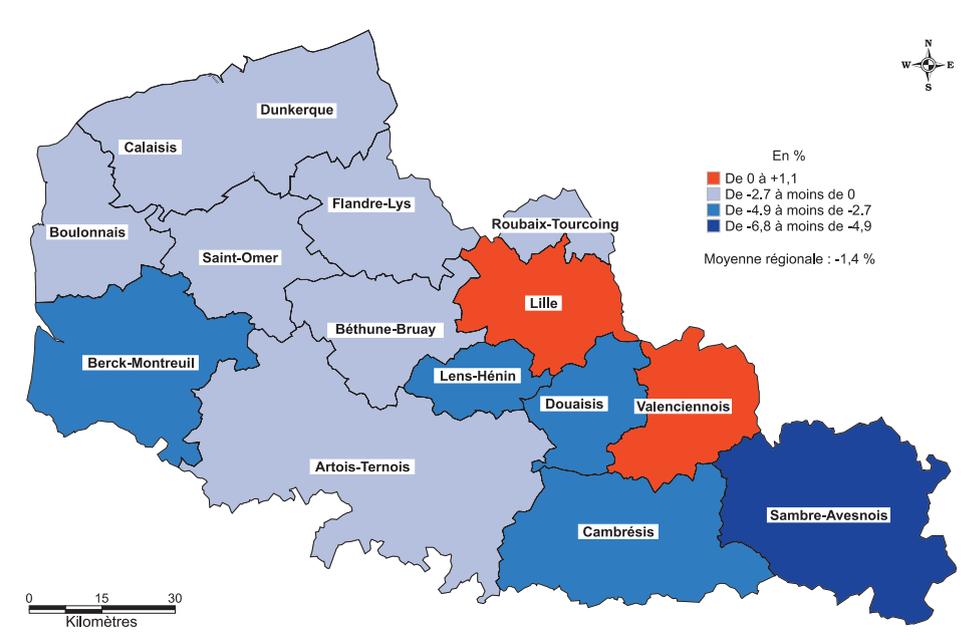
les services pour le **Boulonnais**, d'autre part des zones accusent une baisse modérée dans trois grands secteurs et une hausse, voire une stabilité dans le quatrième : le commerce demeurant relativement stable à **Berck-Montreuil**, **Béthune-Bruay** et **Artois-Ternois**, la construction freinant le recul dans le **Dunkerquois-Calaisis** et le **Cambrésis**.

### Graphique 1 : ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE (CVS) DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ NON AGRICOLE DANS LES SERVICES PRINCIPALEMENT MARCHANDS DU NORD-PAS-DE-CALAIS (Y COMPRIS INTÉRIM)



Source : Insee - Urssaf

### Carte : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR ZONE D'EMPLOI EN 2008



©IGN - Insee 2009  
Source : Épure

**Tableau 1 : CONTRIBUTION DE L'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ DE CHAQUE GRAND SECTEUR D'ACTIVITÉS AU DYNAMISME DES ZONES D'EMPLOI EN 2007 ET 2008**

Unité : %

Zone	Année	Contribution de chaque zone à la région (tous secteurs confondus) <sup>(1)</sup>
Roubaix-Tourcoing	2007	0,05
	2008	-0,22
Lille	2007	0,75
	2008	0,18
Dunkerque-Calais	2007	0,00
	2008	-0,09
Flandre-Lys	2007	0,03
	2008	-0,01
Douaisis	2007	0,05
	2008	-0,24
Valenciennois	2007	0,07
	2008	0,10
Cambrésis	2007	-0,01
	2008	-0,11
Sambre-Avesnois	2007	0,03
	2008	-0,30
Artois-Ternois	2007	0,07
	2008	-0,09
Lens-Hénin	2007	0,17
	2008	-0,28
Béthune-Bruay	2007	-0,14
	2008	-0,16
Saint-Omer	2007	-0,04
	2008	-0,08
Boulonnais	2007	0,00
	2008	-0,08
Berck-Montreuil	2007	-0,01
	2008	-0,08
<b>Nord-Pas-de-Calais</b>	2007	1,01
	2008	-1,45

**Note de lecture :**

En 2007 la zone d'emploi de Lille contribue pour les trois quarts du taux croissance régionale de 1,01.

<sup>(1)</sup> Évolution de la zone z durant l'année 2008 rapportée à l'effectif total de la région au 01 janvier de l'année 2008 (en pourcentage).

Source : Insee, Urssaf

**Tableau 2 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ DANS LES GRANDS SECTEURS D'ACTIVITÉS PAR ZONE D'EMPLOI EN 2008**

Unité : %

	Ensemble	Industrie	Construction	Commerce	Services
Valenciennois	1,1	-2,0	1,4	-1,6	5,6
Lille	0,7	-4,2	3,1	0,0	1,9
Flandre-Lys	-0,4	-3,8	3,5	-1,1	2,8
Dunkerque-Calais	-0,9	-2,4	2,6	-2,8	0,4
<b>Région</b>	<b>-1,4</b>	<b>-3,4</b>	<b>0,9</b>	<b>-1,0</b>	<b>-1,0</b>
Roubaix-Tourcoing	-1,8	-0,5	0,8	-1,8	-3,0
Artois-Ternois	-1,8	-1,9	-2,3	-1,0	-1,9
Boulonnais	-2,0	0,1	2,4	0,8	-6,7
Saint-Omer	-2,3	-8,3	-1,5	3,1	4,5
Béthune-Bruay	-2,7	-1,8	-1,8	0,1	-6,6
Cambrésis	-3,3	-3,9	-2,2	-2,7	-3,5
Lens-Hénin	-3,7	-5,3	0,5	-2,0	-5,0
Montreuil-Berck	-3,9	-2,6	-3,0	-0,1	-7,6
Douaisis	-4,9	-2,8	0,6	-2,4	-10,3
Sambre-Avesnois	-6,8	-10,5	2,2	-0,6	-7,8

Source : Épure (Urssaf, Insee)

**Tableau 3 : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ (NON AGRICOLE) DANS LES ÉTABLISSEMENTS MARCHANDS PAR ACTIVITÉ EN 2008 DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS**

Unités : milliers, %

Activité économique (nomenclature économique de synthèse niveaux 4, 16, 36)	Département du Nord		Département du Pas-de-Calais		Région Nord-Pas-de-Calais	
	Effectifs au 31/12/2007	Taux d'évolution en 2008	Effectifs au 31/12/2007	Taux d'évolution en 2008	Effectifs au 31/12/2007	Taux d'évolution en 2008
<b>TOTAL</b>	<b>576,7</b>	<b>-0,8</b>	<b>266,6</b>	<b>-2,8</b>	<b>843,3</b>	<b>-1,4</b>
Industrie	147,4	-3,4	78,4	-3,6	225,8	-3,4
Construction	53,5	1,8	32,1	-0,4	85,6	0,9
Commerce	126,7	-1,1	58,7	-0,7	185,4	-1,0
Services (hors intérim)	249,0	0,4	97,4	-4,3	346,5	-1,0
<b>Industries agricoles et alimentaires</b>	<b>17,5</b>	<b>-1,0</b>	<b>16,6</b>	<b>-0,6</b>	<b>34,1</b>	<b>-0,8</b>
Habillement, cuir	1,7	-17,3	1,0	-3,9	2,7	-12,3
Édition, imprimerie, reproduction	6,3	-2,3	2,2	-2,7	8,5	-2,4
Pharmacie, parfumerie et entretien	3,2	10,9	0,3	9,9	3,5	10,8
Industries des équipements du foyer	5,3	-12,6	1,5	-7,5	6,9	-11,5
<b>Industries des biens de consommation</b>	<b>16,6</b>	<b>-4,6</b>	<b>5,0</b>	<b>-3,6</b>	<b>21,6</b>	<b>-4,4</b>
<b>Industrie automobile</b>	<b>20,1</b>	<b>-3,4</b>	<b>7,6</b>	<b>-4,9</b>	<b>27,7</b>	<b>-3,8</b>
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	4,5	6,5	0,4	1,1	4,9	6,1
Industrie des équipements mécaniques	19,0	-0,7	7,3	-1,9	26,3	-1,0
Industries des équipements électriques et électroniques	4,3	2,3	2,3	10,1	6,6	5,1
<b>Industries des biens d'équipement</b>	<b>27,7</b>	<b>1,0</b>	<b>10,0</b>	<b>1,0</b>	<b>37,7</b>	<b>1,0</b>
Industries des produits minéraux	5,6	-7,4	11,1	-6,2	16,7	-6,6
Industrie textile	11,0	-4,4	2,3	-17,2	13,3	-6,6
Industrie du bois et du papier	4,8	-6,3	4,2	-10,4	9,0	-8,2
Chimie, caoutchouc, plastiques	11,4	-8,0	9,4	-6,3	20,8	-7,2
Métallurgie et transformation des métaux	28,1	-5,7	7,1	-1,7	35,2	-4,9
Industries des composants électriques et électroniques	1,3	6,2	3,8	-0,3	5,1	1,4
<b>Industries des biens intermédiaires</b>	<b>62,3</b>	<b>-5,8</b>	<b>37,9</b>	<b>-5,9</b>	<b>100,2</b>	<b>-5,9</b>
<b>Énergie (hors EDF et GDF)</b>	<b>3,3</b>	<b>0,3</b>	<b>1,2</b>	<b>0,6</b>	<b>4,5</b>	<b>0,3</b>
<b>Construction</b>	<b>53,5</b>	<b>1,8</b>	<b>32,1</b>	<b>-0,4</b>	<b>85,6</b>	<b>0,9</b>
Commerce et réparation automobile	14,7	-0,3	7,9	-1,6	22,6	-0,8
Commerce de gros, intermédiaires	34,9	-0,5	14,5	-0,8	49,4	-0,6
Commerce de détails, réparations	77,2	-1,5	36,2	-0,5	113,4	-1,2
<b>Commerce</b>	<b>126,7</b>	<b>-1,1</b>	<b>58,7</b>	<b>-0,7</b>	<b>185,4</b>	<b>-1,0</b>
<b>Transports</b>	<b>32,5</b>	<b>1,1</b>	<b>19,1</b>	<b>-0,7</b>	<b>51,5</b>	<b>0,4</b>
<b>Activités financières</b>	<b>26,8</b>	<b>-0,8</b>	<b>5,9</b>	<b>-0,3</b>	<b>32,7</b>	<b>-0,7</b>
<b>Activités immobilières</b>	<b>5,6</b>	<b>-4,3</b>	<b>1,9</b>	<b>-7,3</b>	<b>7,5</b>	<b>-5,0</b>
Postes et télécommunications	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Conseils et assistance	57,6	7,2	11,8	-0,7	69,4	5,9
Services opérationnels	70,3	-6,0	30,7	-12,5	101,0	-8,0
Recherche et développement	ns	ns	ns	ns	ns	ns
<b>Services aux entreprises</b>	<b>127,9</b>	<b>-0,2</b>	<b>42,5</b>	<b>-9,4</b>	<b>170,3</b>	<b>-2,5</b>
Hôtels et restaurants	25,3	0,1	13,3	-2,2	38,7	-0,7
Activités récréatives, culturelles et sportives	4,0	7,3	2,0	8,1	6,1	7,6
Services personnels et domestiques	7,1	7,0	3,5	3,4	10,6	5,8
<b>Services aux particuliers</b>	<b>36,5</b>	<b>2,2</b>	<b>18,9</b>	<b>0,0</b>	<b>55,3</b>	<b>1,5</b>
Éducation (à caractère essentiellement privé)	1,5	26,9	0,5	4,7	2,0	21,1
Santé, action sociale (à caractère essentiellement privé)	15,9	-0,8	8,4	1,8	24,3	0,1
<b>Secteurs essentiellement privés (Éducation, santé, action sociale, administration)</b>	<b>17,9</b>	<b>1,2</b>	<b>9,1</b>	<b>1,9</b>	<b>27,0</b>	<b>1,5</b>

ns : Résultat non significatif  
Source : Insee, Urssaf

## MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés dans cette étude sont établis à l'aide des données recueillies dans les bordereaux de recouvrement des cotisations (BRC) adressés par les employeurs aux unions de recouvrement de la sécurité sociale et des allocations familiales (Urssaf) et transmis trimestriellement à l'Insee. Les effectifs pris en compte (effectifs déclarés en fin de trimestre) sont ceux soumis à la contribution sociale généralisée.

Sont exclus de l'analyse : les salariés appartenant aux établissements cotisant à la MSA (dispersés dans l'agroalimentaire, la construction, le commerce de gros, les services financiers, etc.) ; l'emploi public (postes « Administration » et « Activités associatives et extra-territoriales » et la partie non marchande des postes « Éducation » et « Santé, action sociale » de la nomenclature d'activités en 36 postes) ; le secteur de l'énergie ; La Poste et France Telecom ; la SNCF ; la Banque de France ; les salariés à domicile ; les stagiaires Afpa ; les caisses de congés payés ; la vente à domicile et l'administration d'immeubles.

### Pour en savoir plus

- <http://www.insee.fr/fr/regions/nord-pas-de-calais/default.asp?page=conjoncture/conjoncture.htm>